

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, au moins, le ministre essaie d'être honnête cette fois-ci. Étant donné que la rentabilité des sociétés est l'un des principaux facteurs qui contribuent à encourager les entreprises à offrir des emplois, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il prévoit que le déclin des profits des sociétés se poursuivra et quelles conséquences aura la condition financière précaire des entreprises sur la création d'emplois cette année?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je pourrais peut-être rappeler au député que les profits des sociétés, tout comme les revenus des travailleurs, sont évidemment limités conformément au programme anti-inflation.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je veux signaler au ministre que les taux de productivité et de croissance des États-Unis sont excellents comparativement aux nôtres qui sont certainement catastrophiques. Comme la diminution des profits de nos sociétés contraste vivement avec la situation saine dont jouissent les États-Unis, le ministre pourrait-il expliquer le raisonnement justifiant cette grave situation, en tenant compte que, sans la possibilité de réaliser de bons profits, notre reprise économique est menacée.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, la situation saine qui existe aux États-Unis et dont parle le député est un taux de chômage de 7 1/2 p. 100.

LA POSSIBILITÉ DE MESURES BUDGÉTAIRES RELATIVES AU PLEIN EMPLOI

M. Max Saltzman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Il s'agit des chiffres relatifs au chômage communiqués aujourd'hui. Ce sont les plus élevés depuis 1961. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre—sans entrer dans les détails, car nous sommes encore à quelques semaines de la présentation du budget, mais je crois que c'est extrêmement important étant donné les chiffres effarants sur le chômage—s'il a l'intention de présenter un budget visant au plein emploi?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de présenter un budget qui tentera de mettre en équilibre le taux de l'inflation et le taux de chômage au Canada.

M. Saltzman: Monsieur l'Orateur, comme le ministre estime que la situation économique au Canada est attribuable à une hausse des coûts et que dans ces circonstances, le seul motif qui puisse, à la rigueur, justifier le contrôle des salaires et des prix est la hausse des coûts, à mon avis, le ministre se trouve actuellement en mesure de stimuler efficacement l'économie en présentant une mesure sur le plein emploi sans se soucier de l'inflation qui, dit-il, est maîtrisée par la Commission de lutte contre l'inflation. Je voudrais demander au ministre s'il est disposé, à la lumière de sa propre analyse, à présenter un budget favorisant le plein emploi?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je voudrais souligner que bien que le programme anti-inflation ait eu une certaine répercussion jusqu'ici, nous voudrions que son incidence soit progressive avec le concours de politiques fiscales et monétaires appropriées. Les vues du gouvernement sur une politique fiscale appropriée seront divulguées lors de l'exposé budgétaire dans deux semaines.

Questions orales

LA MAIN-D'ŒUVRE

LA CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES ÉTUDIANTS—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Les chiffres publiés aujourd'hui indiquent un taux de chômage de 7.4 p. 100. Or, le mois prochain, à la fin de l'année scolaire, des milliers d'étudiants, non seulement des universités mais aussi des écoles secondaires, envahiront le marché du travail. Le ministère de la Main-d'œuvre élabore-t-il des projets pour trouver du travail à ces étudiants, outre les 12,000 emplois prévus par les programmes déjà connus?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, on déploie de grands efforts depuis assez longtemps, avec la collaboration du secteur privé, pour stimuler le placement d'étudiants et de jeunes travailleurs. Rien n'a été décidé au sujet d'engagements budgétaires supplémentaires pour la mise en place de programmes du genre de Perspectives Jeunesse.

* * *

[Français]

LA CONSOMMATION

L'AUGMENTATION DU PRIX DU SUCRE—ON DEMANDE UNE ENQUÊTE

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations.

Le ministre de la Consommation et des Corporations peut-il dire à la Chambre si une enquête a été instituée dernièrement afin de déterminer si l'augmentation des prix du sucre décrétée depuis quelque temps par les raffineries est justifiée; sinon a-t-il l'intention d'instituer une telle enquête, et s'il y a lieu de non seulement poursuivre mais de condamner les raffineries en cause, qui sont en train de devenir aussi gourmandes que les sociétés pétrolières?

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Bryce Mackasey (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, cette enquête est menée par une commission quasi-judiciaire et habituellement les ministres ne révèlent pas la nature des enquêtes en cours à moins qu'une tierce partie ne rende la chose publique.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'ABSENCE DU SECTEUR OUVRIER DES DÉLIBÉRATIONS DU CCRT ET DU CEC—LES EFFORTS EN VUE DE LA RÉINTÉGRATION ET LES PROBABILITÉS QUANT À LA DATE DU RETOUR

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. Étant donné qu'il y a déjà plusieurs semaines que le CTC s'est retiré du Conseil canadien des relations de travail et du Conseil économique du Canada, le ministre peut-il dire à la Chambre quel membre du cabinet est chargé de trouver un moyen de ramener les représentants des syndicats dans ces deux importants organismes?